

République Française

PREFECTURE de l'YONNE

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

5ème Bureau

NM/MV

N° D1 - 81 - 947

09.12.1981

A R R E T E portant maintien en service d'un c
d'huiles usagées à PONTIGNY exploité par la Com-
pagnie des Huiles Usagées.

LE PREFET de l'YONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour
la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi
susvisée et notamment ses articles 36 et 37 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 80.412 du 9 Juin 1980 portant modification de cette nomenclature
et créant la rubrique n° 167 relative aux déchets industriels ;

VU les indications fournies par lettre du 4 Décembre 1980, complétée en date
du 22 Mai 1981 de la C.O.H.U. (Compagnie des Huiles Usagées) dont le siège
social se trouve à Rouen, faisant part de l'exploitation par cette société
d'un dépôt d'huiles usagées en gare de Pontigny ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de la Sécurité Civile en date du 7
Octobre 1981 ;

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Interdépartemental de l'Indus-
trie de Bourgogne Franche-Comté, Inspecteur des installations classées, en
date du 12 Octobre 1981 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 27 Octobre 1981 ;

CONSIDERANT que les dangers ou inconvénients de l'exploitation du dépôt d'huiles
usagées peuvent être prévenues par des mesures spécifiques de nature à proté-
ger l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de l'Yonne ;

A R R E T E :

Article 1er - Sous réserve de la stricte observation des mesures défin
dans le présent arrêté pour la prévention des dangers ou inconvénients de son
exploitation, M. le Directeur de la Société C.O.H.U., dont le siège social est
à Rouen (Seine Maritime) 252 Boulevard Jean Jaurès est autorisé à poursuivre l'ex-
ploitation d'un dépôt de 82 m³ d'huiles usagées, augmenté d'un réservoir aérien

.../...

undefie
par
M 84

usdife
→ 228m³ [de 57 m³, soit une capacité totale de 139 m³ d'huiles usagées dans la cour de la gare de PONTIGNY.

Article 2 - "Les réservoirs aériens seront placés dans une cuvette de rétention étanche. Un dispositif étanche devra permettre l'évacuation des eaux pluviales.

La capacité utile de rétention doit être égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité nominale du plus grand réservoir
- 20 % de la capacité globale des réservoirs contenus".

Si les parois de la cuvette sont constituées par des murs, ceux-ci devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures et résister à la poussée des produits éventuellement répandus."

Article 3 - Afin d'interdire l'approche du stockage à toute personne étrangère au service, celui-ci doit être entouré sur toutes ses faces par une clôture d'une hauteur minimale de 2 M. Cette clôture doit comporter une porte MO (incombustible) s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service. Si cette prescription s'avère difficilement réalisable, l'exploitant proposera à l'inspection des installations classées la mise en oeuvre de dispositifs permettant d'assurer un niveau de prévention équivalent. La nature du produit stocké, l'adresse et le numéro de téléphone du préposé doivent être portés en caractères apparents à proximité du dépôt.

Article 4 - Les réservoirs doivent être incombustibles, étanches et présenter une résistance mécanique suffisante pour éviter toute déchirure.

Il est nécessaire de protéger les cuves par une peinture antirouille.

Leur protection contre la corrosion externe sera assurée en permanence.

Article 5 - Le remplissage et le dépotage des citernes seront réalisés à partir d'une tuyauterie souple amovible raccordée aux différents véhicules affectés au dépôt et plongeant dans le réservoir par le trou d'homme placé en partie haute.

Cet orifice visible depuis le point de livraison, sera normalement obturé en dehors des opérations de transvasement.

Un dispositif devra permettre de connaître le volume du liquide contenu dans le réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur de contrôler avant chaque opération de remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à stocker sans risque de débordement.

Article 6 - Afin d'éviter l'infiltration des égouttures dans le sol, l'aire de remplissage et de soutirage des véhicules citernes utilisés pour les transvasements sera bétonnée.

Les produits répandus sur le sol seront absorbés par un matériau meuble, lequel sera évacué vers une décharge, une fois souillé.

Une provision suffisante de ce matériau (un mètre cube de sable par exemple) sera constituée à côté du dépôt.

Article 7 - Le dépôt ne sera équipé ou parcouru d'aucune installation électrique.

Egouttoirs, voiries, etc. .../...

Article 8 - L'origine, la date et la quantité d'huile usagée correspondant à chaque dépotage de véhicule seront notées ou consignées sur un registre ouvert à cet effet par le préposé du dépôt.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Article 9 - Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions fixées ci-dessus et à toutes celles que l'Administration jugerait utile de lui imposer ultérieurement dans l'intérêt de la santé, la salubrité et de la sécurité publiques la présente autorisation pourra être suspendue.

Article 10 - Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident grave

En cas d'incident/ou d'accident survenant du fait des installations définies dans le présent arrêté ou des installations annexes, et qui seraient de nature à mettre en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, qui pourraient présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments, l'exploitant en avertit dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex) l'Inspecteur des installations classées.

Il fournit à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 11 - L'exploitant est tenu de laisser visiter l'ensemble de ses installations par les agents désignés à cet effet.

Article 12 - La présente autorisation cessera de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 13 - La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

Article 14 - Toute modification de l'implantation ou des activités visée à l'article 1^{er} du présent arrêté doit faire l'objet, avant réalisation d'une déclaration au Préfet accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

Article 15 - L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux prescriptions édictées au titre III, livre II du code du travail, et par les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail. L'inspection du travail est chargée de l'application du présent article.

Article 16 - Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés par tous les moyens et voies de droit au profit de ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

Article 17 - Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977, un extrait du présent arrêté sera affiché à la Mairie de PONTIGNY pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la Mairie et pourra être consultée, sans frais, par les personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par M. le Maire de PONTIGNY et renvoyé à la Préfecture de l'Yonne (Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation - 5ème Bureau).

Article 16 - Une expédition du présent arrêté, notifiée par la voie administrative à M. le Directeur de la Compagnie des Huiles Usagées chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée à :


- M. le Maire de PONTIGNY,
- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie de Bourgogne Franche-Comté, à DIJON, Inspecteur des installations classées ;
- M. le Chef de la Subdivision de l'Industrie d'Auxerre, Inspecteur des installations classées ;
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales (Inspection de la Santé) ;
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement (Urbanisme Opérationnel et Construction) ;
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture, Ingénieur en Chef du Génie Rural (Service Hydraulique) ;
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Civile ;
- M. le Lieutenant-Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de l'Yonne ;
- M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Auxerre, le 9 Décembre 1981
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean SARZANA.

Pour expédition conforme
Le Directeur délégué,




Henri BOITOT.